CONTRIBUTION À LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE WORLD POLITICAL ECONOMICS SOCIETY, " ECONOMIC GLOBALIZATION AND MODERN MARXIST ECONOMICS " SHANGHAI, 2-3 AVRIL 2006 (VERSION 2 MAI 2006)[1]

UNE ANALYSE MARXISTE DE LA GLOBALISATION ACTUELLE

HENRI HOUBEN, INSTITUT DETUDES MARXISTES
www.marx.be , inem@marx.be

Lorsqu' on aborde la question de la globalisation actuelle[2], il est important, selon moi, de ne pas commettre deux erreurs.
La première, et incontestablement la plus importante, est de ne pas partir de l' étude de Lénine sur l' impérialisme, qui reste d' une actualité cruciale.
La seconde est de ne pas reconnaître les changements et les adaptations qui se sont déroulés depuis cette époque.
La globalisation actuelle est d' abord et avant tout la situation de l' impérialisme propre à notre époque.

1. L' ACTUALITÉ DE L' ANALYSE DE LÉNINE SUR L' IMPÉRIALISME

Lénine écrit son texte sur l' impérialisme, en 1916, en pleine guerre mondiale. Son point de vue est que cette guerre est le résultat de politiques impérialistes menées par chaque Etat européen belligérant et que ces politiques viennent elles-mêmes des stratégies des grandes entreprises dans leurs conquêtes des marchés.
Il souligne qu' il y a un changement qualitatif du capitalisme dans le passage de la situation dominée par la libre entreprise et les firmes de taille petite ou moyenne à l' ère des monopoles. Là où régnaient le " libre marché " et la concurrence sur le plan surtout économique se substitue la compétition entre géants sur tous les plans. Là où l' Etat servait avant tout à assurer le cadre du développement économique, par des investissements, par le contrôle des travailleurs et par l' unification monétaire succède un Etat impérialiste, prêt à tout pour défendre ses monopoles. Là où les contradictions opposaient travailleurs et patrons et firmes entre elles, les antagonismes prennent désormais un caractère planétaire et mettent en présence non seulement les classes sociales, mais des Etats entre eux. Là où le capitalisme pouvait apporter un développement des techniques et de la science et représenter un progrès par rapport au féodalisme, prend place un capitalisme rentier, parasitaire, vorace, pour qui le critère ultime des choix est la hausse maximale des bénéfices.
Aujourd' hui, l' époque de l' impérialisme est loin d' être révolue. Au contraire, elle est plus présente que jamais. Et ce qui a surtout changé, c' est l' ampleur avec laquelle les caractéristiques de l' impérialisme agissent.

1.1. UN MONDE DOMINÉ PAR LES MONOPOLES

Ainsi, en 1916, les monopoles intervenant à une échelle directement planétaire sont plutôt rares. Ils existent surtout dans le domaine des matières premières, déjà dans le pétrole avec Royal Dutch/Shell suivie bientôt par l' Anglo-Iranian Petroleum Company (qui deviendra BP) et la Standard Oil de Rockefeller (aujourd' hui ExxonMobil et, en partie, ChevronTexaco).
A l' heure actuelle, c' est plutôt l' inverse. Rares sont les secteurs qui ne sont pas régis par des géants mondiaux, qui ont une base productive un peu partout sur le globe. Il n' y a plus que deux grands constructeurs d' avions commerciaux : Boeing et Airbus. Il n' y a qu' une douzaine de multinationales automobiles. Elles assurent près de 90% de la production mondiale en 2004, comme le montre le tableau 1. En 1990, pour obtenir une proportion pareille, il fallait 25 firmes. La plupart ont fusionné entre elles ou ont été rachetées par des constructeurs plus puissants.

TABLEAU 1. PRODUCTION MONDIALE DE VÉHICULES PAR CONSTRUCTEUR 2004 (EN UNITÉS ET POUR CENT)

		Pays	Véhicules produits	%
	General Motors	Etats-Unis	8.965.476	14,0
	Suzuki	Japon	1.976.824	3,1
	Isuzu	Japon	500.337	0,8
1	GM élargi	Etats-Unis	11.442.637	17,8

	Ford	Etats-Unis	6.644.024	10,4
	Mazda	Japon	1.275.080	2,0
2	Ford-Mazda	Etats-Unis	7.919.104	12,3
3	Toyota	Japon	7.874.694	12,3
	Nissan	Japon	3.230.326	5,0
	Renault	France	2.663.008	4,2
4	Alliance Renault-Nissan	France	5.893.334	9,2
5	Volkswagen	Allemagne	5.095.480	7,9
6	DaimlerChrysler	Allemagne	4.627.883	7,2
7	Peugeot	France	3.405.245	5,3
8	Honda	Japon	3.237.434	5,0
9	Hyundai	Corée	2.766.321	4,3
10	Fiat	Italie	2.119.717	3,3
11	Mitsubishi	Japon	1.428.563	2,2
12	BMW	Allemagne	1.250.345	1,9
	Autres		7.104.498	11,1
	Total		64.165.255	100,0

Source : OICA (Organisation internationale des constructeurs automobiles).

Même si le secteur a beaucoup changé, il y a trois grandes compagnies pétrolières : Royal Dutch/Shell, BP et ExxonMobil. Trois autres sociétés sont également très importantes, mais sont la moitié de la taille des précédentes : Total, ChevronTexaco et PhillipsConoco.
Autre secteur touché par la vague des fusions et concentrations : l' industrie pharmaceutique. Autrefois dispersée, parce que les produits sont multiples, elle est aujourd' hui réunie sous l' égide d' une douzaine firmes qui contrôlent 60% des ventes mondiales, comme l' indique le tableau 2.

TABLEAU 2. CLASSEMENT DES COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES PAR CHIFFRES D' AFFAIRES EN 2004 (EN MILLION DE DOLLARS ET EN POUR CENT)

		Country	Sales	%
1	Pfizer	Etats-Unis	52.921	9,6
2	Johnson & Johnson	Etats-Unis	47.348	8,6
3	Glaxosmithkline	Grande-Bretagne	37.304	6,8
4	Novartis	Suisse	28.247	5,1
5	Roche	Suisse	25.166	4,6
6	Merck	Etats-Unis	22.939	4,2
7	Bristol Myers	Etats-Unis	21.886	4,0
8	AstraZeneca	Grande-Bretagne	21.426	3,9
9	Abott Laboratories	Etats-Unis	20.473	3,7
10	Sanofi-Aventis	France	18.710	3,4
11	Wyeth	Etats-Unis	17.358	3,2
12	Eli Lilly	Etats-Unis	13.858	2,5
	Autres		222.364	40,4

	Total		550.000	100,0

Source : Fortune, Global 500, July 25 2005 pour les chiffres d' affaires par firme, EFPIA (European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations) pour le total de l' industrie pharmaceutique.

On pourrait ainsi continuer l' énumération des différents secteurs.

La vague des fusions et des acquisitions a été très importante dans les années 90. Elle a connu une ampleur sans précédent, ainsi que le montre le tableau 3.

TABLEAU 3. NOMBRE ET MONTANT (EN MILLIARDS DE DOLLARS) DES OPÉRATIONS DE FUSIONS ET D' ACQUISITIONS 1985-2002

	1985	1990	1995	2000	2003	1991-2000
Nombre	1.719	4.239	4.981	11.169	7.743	64.845
Montant	150	206	896	3.440	1.318	14.099

Source : US Census Bureau, Statistical Abstract of the United States, différentes années.

On voit que les fusions et acquisitions sont passées de 1.719 en 1985 à 11.169 en 2000 et qu' au niveau des montants en jeu, ils ont été multipliés par vingt durant cette période, de 150 milliards de dollars en 1985 à 3.400 milliards en 2000. En dix ans, de 1991 à 2000, les sommes totales se chiffrent à 14.099 milliards de dollars pour pratiquement 65.000 transactions. Par la suite, avec le krach boursier de 2001, ces statistiques ont baissé. Mais les opérations, dignes d' un gigantesque Monopoly à l' échelle planétaire, reprennent depuis 2004.

1.2. LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS FINANCIERS

Ce jeu de capital s' accompagne d' un développement, lui aussi démesuré, des marchés financiers. A l' époque de Lénine, la banque servait de centre de gestion du capital et donnait à celle-ci un pouvoir considérable. Aujourd' hui, elle est rejointe par toute une série de sociétés financières de toute origine : fonds de pension, fonds spéculatifs, compagnies d'assurance.
Il est possible de prendre beaucoup d' indicateurs de ce phénomène. Mais limitons-nous ici à la capitalisation boursière. Le développement de celle-ci est reprise dans le tableau 4.

TABLEAU 4. CAPITALISATION BOURSIÈRE PAR PAYS 1990-2004 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	1990	1995	1999	2002	2004
Etats-Unis	3.059	6.858	16.635	11.055	16.324
Japon	2.918	3.667	4.547	2.069	3.558
Union européenne (à 15)	2.170	3.779	9.117	5.580	9.321
Autres	1.253	3.485	5.849	4.567	7.966
Total mondial	9.400	17.788	36.149	23.271	37.168

Source : World Federation of Exchanges : http://www.fibv.com/

On observe une croissance très importante : 16% en moyenne par an de 1990 à 1999 pour l' ensemble du monde et 20,7% pour la capitalisation boursière américaine. C' est bien plus rapide que le PIB (produit intérieur brut) : seulement une croissance annuelle moyenne 3,3%. De ce fait, la capitalisation boursière représentait environ 40% du PIB mondial en 1990. Elle le dépasse en 1999 et en 2004. Aux Etats-Unis, elle est supérieure au PIB national de 39%.

1.3. DE L' EXPORTATION DE CAPITAUX À LA PRODUCTION INTERNATIONALE

L' exportation de capitaux a pris des proportions gigantesques. C' est ce que montre le tableau 5.

TABLEAU 5. EVOLUTION DU STOCK D' INVESTISSEMENTS À L' ÉTRANGER COMPARÉ AU PIB MONDIAL 1980-2004 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	1980	1990	2000	2004
Stock d' investissements (1)	524	1.785	6.148	9.732
PIB (2)	11.808	22.519	31.647	40.671

Ratio (1)/(2) (%)	4,4	7,9	19,4	23,9

Source : UNCTAD, World Investment Report. Transnational Corporations and the Internationalization of R&D, 2005, p.14 and 308.

En 1980, le stock d' investissements à l' étranger équivalait à 4,4% du PIB mondial. Cette part n' a cessé d' augmenter au cours des années pour atteindre en 2004 23,9%.
En 1914, l' orientation de ces investissements concernait en premier lieu le secteur des matières premières : " Environ 55 pour cent du capital total était dirigé vers le secteur primaire, 20 pour cent vers les chemins de fer, 15 pour cent vers les activités manufacturières, 10 pour cent vers le commerce et la distribution et le reste vers les entreprises d' intérêt général, les banques, etc. Des investissements industriels, qui étaient surtout orientés vers des marchés locaux, se concentraient surtout en Europe, aux Etats-Unis, dans les dominions du Royaume Uni et en Russie ; tandis que, à part le minerai de fer, le charbon et la bauxite, presque tout l'investissement en métaux se trouvait dans l'Empire britannique ou dans les pays en voie de développement ."[3] A ce moment, la Grande-Bretagne représentait environ 45,5% du stock d' investissements à l' étranger.

Ce n' est qu' après la Seconde Guerre mondiale qu' il y a un changement notable. L' Angleterre cède sa place aux Etats-Unis qui assure l' essentiel des investissements : 44,9% en 1960, 44% en 1975 et encore 42% en 1980, selon la CNUCED. La production manufacturière accroît sa part continuellement : En 1960, environ 35 pour cent de l'investissement accumulé des Etats-Unis et du Royaume Uni se trouvaient dans l'industrie manufacturière, comparés à environ 25 pour cent en 1938 et 15 pour cent en 1914.[4] La part des activités manufacturières dans l' investissement américain atteint même 45% en 1975.[5]

Un changement s' opère dans ce secteur. Jusqu' alors, les investissements des multinationales ont pour but de fournir un marché local. A partir de 1960, des firmes investissent dans un pays étranger, généralement dans le tiers-monde et surtout en Asie du Sud-Est, qui développe des zones franches, afin d' approvisionner la métropole. Ainsi, les premières usines " tournevis " apparaissent au début des années 60 dans le secteur électronique : " La première chaîne de montage offshore dans le secteur des semi-conducteurs a été mise sur pied par Fairchild à Hong Kong en 1962. En 1964 General Instruments a transféré une partie du montage micro-électronique à Taiwan. En 1966 Fairchild a ouvert une usine en Corée du Sud. A peu près au même moment, plusieurs entreprises américaines ont mis sur pied des chaînes de montage de semi-conducteurs dans la zone frontière du Mexique. Vers la fin des années 1960, des firmes américaines se sont établies au Singapour et ensuite en Malaisie.[6]
C' est un point de départ d' une expansion de la production à l' étranger. Par exemple, en 1966, les multinationales américaines employaient seulement 1.750 ouvriers industriels en Malaisie, 1.232 au Singapour et 4.804 à Taiwan. En 1987 l'emploi dans des firmes industrielles en Malaisie a grimpé à 54.000, à Singapour à 38.400 et à Taiwan à 49.100. Chacun a vu des taux d'augmentation bien au-delà de 1.000 pour cent – dans les cas de la Malaisie et de Singapour la croissance a été d'environ 3.000 pour cent ".[7]

L' industrie automobile connaît un développement identique. Le point de départ semble la restructuration des activités européennes de Ford en 1980. Auparavant, chaque filiale européenne visait avant tout son marché local. En 1980, Ford décide de les orienter en fonction d' un seul marché régional intégré, l' Europe. Les unités de production sont spécialisées : les opérations d' assemblages le sont par modèle et les usines produisant des moteurs ou autres pièces sont concentrées en quelques lieux qui fournissent toutes les usines du continent. Ford sera suivi par General Motors en 1985 : celle-ci installe son centre de décision pour l' Europe en Suisse. Bientôt, les autres constructeurs européens procéderont de même. Aux Etats-Unis, les firmes vont s' installer au Mexique et intégrer les unités de fabrication dans leur structure productive de l' Amérique du Nord. En Asie du Sud-Est, c' est Toyota qui est en pointe : concentrant les unités d' assemblage en Thaïlande, la fabrication des moteurs en Thaïlande et en Indonésie, les transmissions aux Philippines…
Il est intéressant de noter qu' en 1980 Ford développe en même temps le concept de voiture mondiale. Le but est de fabriquer un véhicule à partir de pièces venant du monde entier. Mais l' opération échoue et à la fois la production et la conception des automobiles demeurent essentiellement continentales (jusqu' à nos jours).

Robert Reich, ancien secrétaire américain au Travail, reprend un autre exemple dans son livre sur la mondialisation : celui de la Pontiac Le Mans. Il veut expliquer qu' aujourd' hui la production est mondialisée : Quand un Américain achète une Pontiac Le Mans de General Motors, par exemple, il ou elle s'engage sans le savoir dans une transaction internationale. Des 10.000 dollars payés à GM, environ 3.000 vont à la Corée du Sud pour des opérations de travail et de montage de routine, 1.750 au Japon pour des composants développés (moteurs, essieux et électronique), 750 à l'Allemagne de l'Ouest pour le design, 400 à Taiwan, Singapour et le Japon pour des petites pièces, 250 à la Grande-Bretagne pour la publicité et le marketing, et environ 50 à l'Irlande et à la Barbade pour le traitement de données. Le reste – moins de 4.000 – va à des stratèges à Detroit, à des avocats et des banquiers à New York, à des lobbyistes à Washington, à des travailleurs des assurances et de la santé dans l'ensemble du pays, et aux actionnaires de General Motors – dont la plupart vivent aux Etats-Unis, mais dont un nombre croissant sont des étrangers.[8] Il veut ainsi illustrer sa thèse qu' il y a des intérêts séparés entre les multinationales, qui agissent au niveau mondial, et les Etats, qui restent nationaux. Les temps auraient changé depuis Charles Wilson, président de General Motors, devenant secrétaire à la Défense en 1953 et qui répondait à la question de journalistes pour savoir s' il n' y avait pas incompatibilité entre ces deux tâches : Je ne peux pas le concevoir parce que pendant des années j'ai pensé que ce qui était bon pour notre pays était bon pour General Motors, et vice versa. La différence n'existait pas. Notre firme est trop grande. Ca va de pair avec le bien-être du pays.[9]

Malheureusement pour Robert Reich, la démonstration tourne court. En effet, l' exemple donné ne fonctionne pas. Il

est basé sur l' accord de coopération entre General Motors et Daewoo, mais celui-ci n' est pas appliqué et la Pontiac Le Mans ne se vend pas. L' industrie automobile reste fondamentalement organisée à une échelle continentale et non mondiale.

On reviendra plus tard sur la question des liens entre multinationales et leurs Etats d' origine. Mais on peut préciser ici qu' il n' y a pas (encore) de production véritablement mondialisée, parce qu' il n' existe pas de création de valeur à l' échelle mondiale. Chaque système national subsiste avec ses spécificités et avec ses développements propres. Une heure de travail dans un pays ne vaut pas (nécessairement) une heure de travail dans un autre. Les conditions de travail sont contrastées entre les régions du monde. Et, en particulier, les forces de travail sont payées très différemment à la fois en fonction de valeurs différentes, mais aussi de rapports de forces différents. Ce qu' on appelle mondialisation dans ce cadre porte sur le fait que les multinationales profitent de ces différences, avec l' aide de leurs Etats respectifs et des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l' OMC, pour tirer le plus grand bénéfice possible. De cette façon, s' il n' y a pas de création de valeur mondiale, il y a transfert de plus-value des travailleurs du monde entier – et notamment du tiers-monde – vers ces centres de pouvoir capitalistes.[10]

Aujourd' hui, l' exportation des capitaux concerne tous les secteurs, celui des services ayant rattrapé son retard ces dernières années. C' est ce qu' on peut observer dans le tableau 6, qui concerne seulement les Etats-Unis, pour lesquels on dispose de statistiques détaillées.

TABLEAU 6. STOCK D' INVESTISSEMENTS À L' ÉTRANGER DES ETATS-UNIS PAR SECTEUR 1970-2004 (EN POUR CENT)

	1970	1980	1990	2000	2004
Mines	27,8	22,1	13,3	7,1	4,9
Manufacture	41,3	41,4	38,8	26,1	20,7
Services	31,0	36,6	47,9	66,8	74,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Survey of Current Business, différentes années.

Le secteur des services passe de 31% en 1970 à 74,3% en 2004. Il prend des parts sur le secteur primaire dès 1970. Il en prend sur le secteur manufacturier surtout à partir de 1990. Un nouveau comptage, intégrant certaines parties autrefois attribuées à la production au secteur des services, explique cette chute. Mais seulement en partie, pas complètement.

1.4. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE IMPÉRIALISTES

Les monopoles agissant à l' échelle planétaire se partagent le monde. Mais cette répartition est sans cesse contestée. Si les multinationales sont des géants, elles ne se livrent pas moins une concurrence acharnée. Les vagues de fusions et d' acquisitions en sont la preuve. C' est à qui mangera l' autre le premier, à qui prendra le plus de parts de marché, à qui s' accaparera la plus grande partie des bénéfices (de la plus-value).

Dans cette lutte, les Etats sont loin d' être inactifs. En effet, si la manière d' intervenir n' est sans doute plus identique à ce qu' elle était en 1953, elle n' en demeure pas moins importante. Ainsi, les Etats-Unis promeuvent le libre commerce, le droit à la propriété intellectuelle afin de soutenir leurs firmes impliquées dans le développement des nouvelles technologies. Le département de la Défense est plus actif à soutenir les entreprises américaines, leur passant régulièrement des commandes.[11] De même, la création d' un grand marché intégré sur le continent européen est au profit des entreprises situées dans cette région, donc en premier lieu des sociétés européennes elles-mêmes. Pour gagner la compétition mondiale, une compagnie doit d' abord être forte sur son propre marché intérieur. Et que dire du Japon, dont le puissant ministère de l' Economie, du Commerce et de l' Industrie (METI : Ministry of Economy, Trade and Industry) établit régulièrement des plans pour favoriser les firmes japonaises dans la compétition mondiale.

De ce fait, acquérir des zones où l' influence est prépondérante reste un objectif permanent de ces Etats impérialistes. Le monde est partagé. Les Etats-Unis ont incontestablement un leadership planétaire. Mais, sur certains territoires, en fonction du passé et des intérêts présents, il y a des disputes ou des désaccords entre les Etats-Unis, d' une part, et l' Union européenne ou le Japon, d' autre part, même si ces antagonismes ne prennent pas à ce jour un caractère violent de grande ampleur. Ainsi, l' Afrique de l' Ouest met en jeu l' Europe, puissance coloniale traditionnelle, et les Etats-Unis, qui y cherchent des ressources pétrolières pour leur économie. L' Amérique latine, longtemps chasse gardée et arrière-cour industrielle des Etats-Unis, est soumise à des incursions européennes. L' Asie est l' enjeu de convoitises surtout entre les multinationales américaines et japonaises (avec, dans certains secteurs, une présence de firmes européennes).

2. L' APPORT DU SOCIALISME

Ce qui a surtout changé depuis l' analyse de Lénine sur l' impérialisme est l' apparition du socialisme en 1917. Cela a été une révolution non seulement pour la Russie tsariste, mais également pour le monde entier.

D' abord, cela a montré de façon concrète qu' il y avait une alternative au capitalisme et à l' impérialisme et indiqué que le capitalisme était condamné à terme par l' histoire. Après la Première Guerre mondiale, les forces révolutionnaires n' ont pas pu gagner d' importantes parties du continent européen, trahies par les dirigeants des partis sociaux-démocrates (le SPD allemand notamment). Après la Seconde Guerre mondiale, toute une série de révolutions ont éclaté en Europe et en Asie. Une bonne partie de l' humanité s' est libérée du joug impérialiste, avec les victoires des partis communistes en Europe de l' Est, en Chine, en Corée et au Vietnam.

La guerre mondiale, initiée par le courant bourgeois le plus nationaliste, raciste et criminel (les fascistes et nazis), a montré jusqu' à quel degré de barbarie le capitalisme pouvait aller. Le socialisme apparaissait à une majorité de la population comme un système libérateur. Et cela a été effectivement le cas, permettant à des millions de gens qui étaient soumis à la faim, à la misère et aux privations sous le capitalisme de récolter les fruits de leur travail. Ce sont les Etats-Unis qui ont pris le relais des fascistes pour devenir le rempart de l' impérialisme à la progression du socialisme. Ils ont lancé le plan Marshall pour diviser l' Europe. Ils ont participé activement à la reconquête de la Grèce. Leur politique agressive a mené à la guerre de Corée. Les Américains ont remplacé ensuite les colonialistes au Vietnam pour empêcher la réunification du pays.

A plusieurs reprises, ils ont été vaincus ou mis en échec. En 1959, ils ont été chassés de Cuba, cette petite île des Antilles, qui servait de paradis à la classe dominante américaine. En 1975, ils ont été sortis du Vietnam et d' Indochine, après d' interminables boucheries dont ils sont responsables.

Ensuite, l' apparition du socialisme a suscité aussi le développement des mouvements de libération dans le tiers-monde. La victoire socialiste en Chine a incontestablement servi d' exemple à beaucoup de peuples du tiers-monde. Cela a montré qu' une libération était possible, qu' un développement économique était possible, que les peuples pouvaient prendre leur sort en mains, sous la direction d' un parti communiste.

Le tiers-mondisme a pris de l' essor. En 1955, il y a eu la conférence de Bandoeng, réunissant la grande majorité des pays du tiers-monde, y compris la Chine. En 1956, la crise de Suez a montré qu'un ancien pays colonisé, l' Egypte, pouvait résister aux provocations de ses anciens colonisateurs. Dans les années 60, la plupart des pays africains ont connu la décolonisation, parfois formelle, mais reconnaissant l' indépendance politique théorique. Ces développements ont permis l' éclosion de révolutions nationales comme en Algérie, au Moyen-Orient, au Nicaragua... Dans certains pays, les représentants américains ont été chassés comme en Iran. Dans les années 70, les pays du tiers-monde ont revendiqué de pouvoir assurer 20% du commerce.

Depuis lors, les puissances impérialistes ont repris l' offensive, sous l' égide des politiques menées par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et par Ronald Reagan aux Etats-Unis. Malgré cet effort d' imposer de nouvelles formes de colonialisme, les grands pays du tiers-monde comme la Chine, l' Inde, le Brésil et d' autres ont de plus en plus de poids dans le concert international actuel.

Enfin, l' apparition et le développement du socialisme ont permis l' essor d' acquis sociaux dans les pays impérialistes, notamment en Europe. Ces acquis sont l' aboutissement de longues luttes ouvrières : la sécurité sociale, l' augmentation des salaires, la diminution du temps de travail… Après avoir conduit à des guerres impitoyables et dramatiques, après s' être fondé sur la misère ouvrière pour se développer, le capitalisme a dû prendre des voies plus douces, plus sociales en Europe, dont les partis sociaux-démocrates ont été l' expression. Mais, pour une bonne part, ceci est la conséquence de la victoire du socialisme en URSS et en Europe de l' Est. Si les travailleurs n' avaient pas obtenu certains avantages, ils auraient opté et lutté directement en faveur de ce socialisme qui se développait.

Le socialisme et ses conséquences internationales sont des changements majeurs, dont l' analyse sur la globalisation aujourd' hui doit tenir compte. Une étude sur la globalisation ne peut demeurer sur le champ économique, elle doit être globale. Comme le notait déjà en son temps Lénine.

3. LES DEUX MODIFICATIONS ESSENTIELLES DANS L' IMPÉRIALISME ACTUEL

Pour analyser la mondialisation actuelle, il faut tenir compte de deux changements essentiels.

D' abord, il y a la crise économique structurelle. Celle-ci éclate en 1973, avec le quadruplement du prix du baril de pétrole. Mais elle est fondée structurellement par le ralentissement des gains de productivité, par la baisse tendancielle du taux de profit…

C' est pour contrer la diminution des revenus et du patrimoine des détenteurs de capitaux qu' est lancée une vaste contre-offensive patronale, souvent qualifiée de politique néolibérale et identifiée par les gouvernants britanniques et américains de l' époque, Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Leur but est à la fois de réduire les pouvoirs conquis par les pays du tiers-monde et par les travailleurs, d' une part, et de redistribuer les richesses créées en faveur des capitalistes, d' autre part.

Ces politiques réussissent sur ce dernier point. Ainsi, la part du pour-cent le plus riche aux Etats-Unis voit sa part dans la richesse nationale évoluer favorablement à partir de 1980. Ce que présente le tableau 7.

TABLEAU 7. PART DU PATRIMOINE AMÉRICAIN DÉTENU PAR LE POUR-CENT LE PLUS RICHE DES ETATS-UNIS (EN POUR CENT)

	1958	1962	1969	1972	1976	1983	1989	1992	1995	1998	2001

Part (%)	30,4	32,2	31,3	31,6	21,9	33,8	37,4	37,2	38,5	38,1	36,8

Source : Calculs basés sur Edward Wolff (1987), " Estimates of Household Wealth Inequality in the US 1962-1983 ", Review of Income and Wealth, n°3, septembre, et Edward Wolff (2000), " Recent Trends in Wealth Ownership ", Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°300, avril.

Dans les années 60, cette part est relativement stable autour de 30%. Avec la crise économique en 1973, elle baisse à 21,9%. Les politiques reaganiennes permettent aux plus riches de regagner rapidement leurs fortunes perdues dans le krach boursier des années 1973-1974 et 1979-1981. Et même davantage. En 1995, ils parviennent à un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale : 38,5%. Le nouveau krach de 2001 réduit le patrimoine financier. En effet, la composition de celui-ci parmi le pour-cent le plus riche concerne surtout la détention d' actions.

Le second élément de changement est justement le coup porté par la victoire de la contre-révolution en URSS et en Europe de l' Est. Cela se traduit par l' effondrement de ces pays et leur démantèlement partiel, accompagné d' une régression sans précédent. Ce que Joseph Stiglitz, prix Nobel d' économie, ancien chef économiste de l' administration Clinton puis vice-président et chef économiste à la Banque mondiale, a qualifié de " plus grande augmentation historique de la pauvreté en si peu de temps (en dehors des guerres et des famines).[12]

Mais cette situation dans le pays qui a inauguré la révolution socialiste ainsi que la construction d' un système alternatif au capitalisme a eu un impact phénoménal sur le reste de la planète. La contre-offensive patronale a été renforcée et accentuée. Les acquis des travailleurs sont réduits rapidement. La pression sur le tiers-monde s' est accrue. Les marges de manœuvre sont réduites.

Le monde est "unifié" dans le cadre de l' impérialisme, sous la houlette des Etats-Unis, impérialisme clairement dominant depuis la Seconde Guerre mondiale. L' OMC est créée pour asseoir cette domination. Certains néo-conservateurs ont intitulé cette phase de ce qu' ils appellent la victoire définitive du capitalisme sur le socialisme la fin de l' histoire. De succès, il ne peut évidemment pas être question. Mais cela indique l' arrogance de l' impérialisme.

4. LES ETATS-UNIS : VERS L' HÉGÉMONIE PLANÉTAIRE

Depuis 1990, les Etats-Unis ont pris le chemin de l' offensive vis-à-vis de leurs anciens alliés impérialistes. Autrefois leader du " monde dit libre ", ils se retrouvent avec la disparition de l' URSS comme la puissance mondiale principale. Très vite, ils se fixent comme objectif d' empêcher toute autre puissance d' être capable de les rivaliser. C' est ce qui ressort du document intitulé " Defense Planning Guidance " et rédigé en 1992 par Paul Wolfowitz et Lewis Libby. Celui-ci a été commandé par le secrétaire à la Défense de l' époque, Dick Cheney.

Mais le problème numéro un est celui de l' économie. Les Etats-Unis sont progressivement rattrapés par l' Europe et par le Japon sur le plan de la productivité. Le tableau 8 le montre très bien.

TABLEAU 8. EVOLUTION DU PIB RÉEL PAR HABITANT EN DOLLARS PPA DE L' EUROPE ET DU JAPON COMPARÉ AUX ETATS-UNIS 1950-1998 (USA=100)

	1950	1960	1970	1980	1990	1998
USA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Union européenne	47,2	60,4	67,8	70,6	68,3	65,1
Japon	20,1	35,2	64,6	72,3	80,9	74,7

Source: Basé sur Angus Maddison, L'économie mondiale. Une perspective millénaire, OCDE, 2001. Les montants sont calculés en dollars PPA (parité-pouvoir d' achat) Geary-Khamis de 1990.

En 1950, l' économie européenne est à la moitié du niveau de celle des Etats-Unis. Et le Japon se trouve au cinquième de la situation américaine. Le rattrapage est permanent. Il atteint un point culminant pour l' Europe en 1980, pour le Japon en 1990. A ce moment, aux Etats-Unis, paraît un livre intitulé " Made in America ", publié par le Massachusetts Institute of Technology, montrant que dans huit secteurs industriels, les firmes japonaises sont plus performantes que les entreprises américaines et prédisent même presque un déclin manufacturier des Etats-Unis.

Une fois débarrassés de la lutte contre l' URSS, les Etats-Unis se lancent donc dans une nouvelle offensive pour regagner de fait leur position de leader économique mondial.[13] Ils instaurent un Conseil économique national, au service du président américain. Ils transforment leur diplomatie de " guerre froide " en actions commerciales en faveur des multinationales américaines. Ils orientent les actions de la CIA et de la NSA (National Strategy Agency) vers des objectifs économiques. Et cela porte son effet. Puisque, dans le tableau 8, on voit qu' à partir de 1990, aussi bien l' Union européenne que le Japon reperdent du terrain.

Sous l' administration Clinton, une nouvelle politique économique est définie. Elle est fondée sur l' ère de l' information, la société de la connaissance. Une innovation majeure est lancée, sur base des techniques utilisées par les militaires du Pentagone : Internet. Mais, en fait, la " nouvelle compétitivité américaine " a bien d' autres fondements.

D' abord, il y a la relocalisation de la production manufacturière de base, mais créatrice de valeur (et donc de plus-value), dans le tiers-monde, notamment au Mexique, en Amérique centrale et en Asie de l' Est. Il s' agit surtout

de l' électronique de consommation de masse et le secteur du textile et de l' habillement.

On peut voir l' évolution de ce phénomène, si on additionne la valeur ajoutée manufacturée et les importations de produits manufacturés aux Etats-Unis. Il peut y avoir un double comptage, si, par exemple, des machines ou des pièces sont fabriquées aux Etats-Unis, exportées à l' étranger et si, avec celles-ci, on réalise des marchandises qui seront à nouveau importées outre-Atlantique. Mais on suppose que ces montants restent faibles. De toute façon, ils ne peuvent altérer la représentation que cela nous donne dans le tableau 9.

TABLEAU 9. EVOLUTION DE LA " STRUCTURE PRODUCTIVE " DES ETATS-UNIS 1973-2004 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	1973	1980	1990	1995	2000	2004
Industrie manufacturière américaine	321,9	587,5	1.040,6	1.289,1	1.566,6	1.545,4
Importations d' Europe, Japon et Canada	34,5	90,4	243,6	350,2	506,5	683,9
Importations du tiers-monde	8,0	33,8	132,0	257,7	462,7	841,3
Total importations	42,5	124,2	375,7	607,8	969,1	1.525,3
Total structure productive	364,4	711,7	1.416,3	1.896,9	2.535,7	3.070,7

Source : Survey of Current Business pour la valeur ajoutée manufacturière, et OMC, rapport annuel, différentes années, pour les importations.

On observe une croissance aussi bien de la valeur ajoutée manufacturée que des importations, mais cette dernière est plus forte. Jusqu' en 1990 environ, les importations provenant des pays capitalistes développés sont plus importantes. Celles venant du tiers-monde progressent rapidement, mais elles prennent le pas sur les autres en 2004.

Ce constat est encore plus évident dans le tableau 10, qui reprend les mêmes données que le tableau précédent, mais exprimées en pourcentage.

TABLEAU 10. EVOLUTION DE LA " STRUCTURE PRODUCTIVE " DES ETATS-UNIS 1973-2004 (EN POUR CENT)

	1973	1980	1990	1995	2000	2004
Industrie manufacturière américaine	88,3	82,5	73,5	68,0	61,8	50,3
Importations d' Europe, Japon et Canada	9,5	12,7	17,2	18,5	20,0	22,3
Importations du tiers-monde	2,2	4,7	9,3	13,6	18,2	27,4
Total importations	11,7	17,5	26,5	32,0	38,2	49,7
Total structure productive	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Voir tableau 9.

La part de la production manufacturière américaine ne cesse de baisser. Celle des importations n' arrête pas de grimper. Cela indique l' importance accrue de la fabrication manufacturière de l' étranger pour la consommation américaine. Mais, en 1990, la part des importations des pays capitalistes est encore le double de celle du tiers-monde. En 2004, la part du tiers-monde est la plus importante. En 1973, les importations sont limitées : tout ou quasiment est fabriqué aux Etats-Unis mêmes. En 2004, la manufacture n' assure plus que la moitié de la production nécessaire aux Etats-Unis, les importations du tiers-monde en prennent plus d' un quart, et celles de l' Europe, du Japon et du Canada un peu moins d' un quart.

Qu' est-ce que cela signifie ? D' abord, c' est l' indication d' une dépendance croissante de l' économie américaine des produits fabriqués dans le tiers-monde. Donc un besoin aussi de le contrôler, car une rupture dans l' approvisionnement aurait des conséquences fâcheuses pour la première économie de la planète. Ensuite, cela permet effectivement aux Etats-Unis de profiter de transferts internationaux de plus-value, basés sur la production étrangère. En effet, ces transferts peuvent avoir plusieurs facettes : des bas prix pratiqués sur les produits importés, le textile, les télévisions, les radios, etc. ; mais aussi la réalisation de bénéfices à l' étranger qui sont rapatriés ou encore le paiement de royalties pour les brevets ou d' autres services. Enfin, c' est la possibilité de payer des salaires plus bas aux Etats-Unis mêmes, puisque la valeur de la force de travail peut être réduite par le bas prix de ces produits importés.

Le second fondement de la nouvelle compétitivité américaine est le développement des marchés financiers. Ce qu' on a déjà vu au point 1.2. On estime que chaque gain de 10% en capital sur les marchés boursiers engendre une croissance de la consommation des ménages américains de 0,5 à 1%.[14] Si on prend la limite supérieure de cette estimation et si on constate que le patrimoine en actions des ménages a augmenté de 200% de 1990 à 1999, on peut évaluer la croissance de la consommation américaine à 770 milliards de dollars. Comme durant ce temps, le PIB américain a progressé de 3.465 milliards de dollars, on peut estimer la consommation des ménages due à la hausse des actifs boursiers à environ 22%. Ce qui est loin d' être négligeable.

A cela s' ajoute le fait que les capitalistes apportent leurs fonds à l' économie américaine, principalement en ce qui concerne les titres boursiers. Le tableau 11 en présente quelques aspects.

TABLEAU 11. EVOLUTION COMPARÉE PAR PÉRIODE ENTRE LA HAUSSE ANNUELLE MOYENNE DU PIB ET L' APPORT ANNUEL MOYEN EN CAPITAL NET DU RESTE DU MONDE AUX ETATS-UNIS DE 1991 À 2004 (EN MILLIARDS DE DOLLARS ET EN %)

	91-94	95-99	00-04
Hausse PIB	317,3	439,2	493,2
Apport net de capital étranger	63,4	178,7	493,7
Différence	253,9	260,5	-0,5
Part en comparaison du PIB (en %)	20,0	40,7	100,1
Investissement étranger en titres	111,3	274,1	535,6
Part en comparaison du PIB (en %)	35,1	62,4	108,6

Source : Calculs sur base des tableaux de la Balance des Paiements américaine établis par le Bureau of Economic Analysis, U.S. International Transactions Accounts Data ", 16 décembre 2005.
Note : L' apport net de capital étranger est évalué comme étant l' inverse de la balance courante. Puisque celle-ci représente l' apport des éléments courants comme la balance commerciale, la balance des services ou celle des intérêts et des rentrées courantes. Elle doit être équilibrée par un apport inverse en capital. Le terme de part utilisé est impropre, car cet apport n' est pas une partie du PIB. C' est juste une comparaison avec le PIB.

Ainsi, le montant annuel moyen de croissance du PIB s' élève de période en période de 1991-1994 à 1995-1999 et finalement à la dernière phase marquée pourtant un krach boursier. Mais l' apport net en capital venant de l' étranger augmente encore plus vite. Durant les dernières périodes, les différentes crises en Asie du Sud-Est, en Russie, au Brésil, en Argentine, en Turquie, les croissances lentes en Europe et au Japon ont incité les bourgeoisies du monde entier à placer leur argent dans l' économie jugée la plus sûre de la planète, les Etats-Unis (ce que souligne la ligne 5 du tableau 11 : les investissements étrangers en titres). En définitive, pour la dernière période, la croissance américaine semble complètement poussée par les apports étrangers de capitaux annuels moyens, puisque le montant de ces apports correspond à la hausse annuelle moyenne du PIB.

De nouveau, on soulignera la dépendance américaine pour ces fonds. Si ceux-ci n' arrivent pas – et en 2005, on estime le montant total à plus de 6% du PIB, entre 700 et 800 milliards de dollars[15] -, les comptes extérieurs américains seront complètement déséquilibrés, risquant de provoquer une chute du dollar, donc de l' ensemble du système monétaire mondial et, à sa suite, de l' ensemble de l' économie planétaire.

Enfin, quatrième élément de la " nouvelle compétitivité américaine ", les Etats-Unis se centrent sur les services et les technologies de pointe qu' ils peuvent faire payer très cher à l' étranger ou dont ils peuvent faire payer les brevets très chers, grâce aux règles sur la propriété intellectuelle. C' est le cas de Microsoft, d' Intel et d' autres compagnies. Alors que les étrangers possèdent des avoirs supérieurs de 2.500 milliards de dollars à ce que détiennent les Américains dans le reste de la planète, les revenus de ces placements américains sont plus élevés que ce gagnent les autres aux Etats-Unis : "Chaque dollar placé par un agent des Etats-Unis à l' étranger rapporte, en moyenne, 8% (compte tenu de la dévalorisation des dettes par l' inflation). A titre de comparaison, lorsqu' un étranger fait un placement aux Etats-Unis, il reçoit en moyenne 4%.[16] C' est un constat que les experts américains tirent eux-mêmes : Entre 1995 et 2004, les Etats-Unis ont gagné plus de 200 milliards de dollars en revenu étranger net malgré des déficits du compte courant pour un total de plus de 3.000 milliards de dollars durant cette période.[17]

La part des profits provenant de l' étranger augmente dans les revenus des entreprises américaines. Le tableau 12 présente cette hausse.

TABLEAU 12. PART DE L' ÉTRANGER DANS LES PROFITS DES FIRMES AMÉRICAINES PAR DÉCENNIE 1960-2004 (EN POUR CENT)

	60-69	70-79	80-89	90-99	00-04
Profits tirés de l' étranger	6,3	11,4	15,8	15,0	19,9

Source : Basé sur Council of Economic Advisers (2006), The Annual Report, in Economic Report of the President, Washington, February 2006, p.388.

Durant les années 60, ces profits étrangers représentent 6,3% du total des bénéfices des firmes américaines. Cela passe à 11,4% dans les années 70, puis à 15% dans les années 80. La stagnation des années 90 est surtout due à la croissance plus forte aux Etats-Unis mêmes. Mais, dès que celle-ci connaît des ratés, la part des profits étrangers augmente à nouveau et atteint près de 20% dans les dernières années.

Les Etats-Unis profitent d' un transfert international de plus-value, qui dope à la fois leur économie et les revenus et patrimoines des capitalistes les plus aisés. Si la croissance américaine est jugée exceptionnelle depuis 1991, c' est parce qu' elle se fonde sur l' essor des marchés financiers, l' appui étranger et l' extorsion de fonds du reste du monde. Ces montants pourraient permettre aux pays ou contrées du tiers-monde de se développer. Ils sont généralement utilisés à des besoins de luxe des riches américains ou à accroître encore la richesse et le pouvoir financier de cette classe parasitaire.

Pour soutenir cette puissance économique, les Etats-Unis se dotent de capacités militaires qui dépassent de loin tout ce qui se fait ailleurs. Après une courte période de réduction des budgets militaires au début des années 90, ils ont relancé la course aux armements à la fin de la décennie. Aujourd' hui, ils financent près de la moitié des dépenses militaires dans le monde.

5. LA GLOBALISATION ET L' ULTRA-IMPÉRIALISME

En 1916, Lénine défend la thèse de l' impérialisme face aux conceptions de Kautsky. Notamment il critique celle de l' ultra-impérialisme que celui-ci développe. Ce serait l' aboutissement de la concurrence capitaliste à la création d' un seul monopole qui dominerait le monde, à l' entente entre Etats impérialistes pour assurer cette suprématie unique.

La critique de Lénine est cinglante. Il écrit : L' analyse théorique, ainsi que la critique économique et politique, de l' impérialisme par Kautsky sont entièrement pénétrées d' une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contradictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l' opportunisme.[18]

Aujourd' hui, à travers les thèses sur la globalisation, fleurissent des idées similaires. Les plus célèbres sont celles de Tony Negri et de Michael Hardt. Selon eux, l' impérialisme serait remplacé par l' empire. Ce serait une domination planétaire des intérêts d' une classe dirigeante plus ou moins unifiée. Les Etats-Unis n' en seraient pas le leader, mais le bras armé. Tous les Etats, y compris la Chine, participeraient à cette domination. La guerre entre impérialismes serait dépassée. Seules subsisteraient des opérations de police, pour punir les Etats récalcitrants ou les peuples rebelles. La révolution nationale-démocratique mettrait en place un Etat "nationaliste " qui entrerait inévitablement dans le cadre de la domination impériale. Elle ne serait plus révolutionnaire. La classe ouvrière ne serait plus l' avant-garde de la révolution socialiste. Ces idées circulent, notamment dans le mouvement altermondialiste. Mais pas toujours sous ces formes aussi tranchées.

Comme Lénine face à Kautsky, il nous faut critiquer ces points de vue, car ils estompent et atténuent les contradictions les plus essentielles de notre société.

En fait, l' unité et la pacification entre capitalistes n' est jamais qu' une façade. La compétition entre firmes, entre géants, est féroce. Les vagues de fusions et d' acquisitions en sont la preuve. Chaque firme tente d' éliminer ses concurrents. Alain Minc, gourou français du management, décrit cet univers capitaliste : " C' est une guerre qui s' y mène, avec son front, la bataille pour les grandes positions mondiales, ses percées, les grands contrats d' exportation et ses arrières, le marché intérieur, aussi décisifs que dans toutes les guerres. Cette dimension conflictuelle des affrontements économiques n' est pas nouvelle, mais elle n' a cessé de s' aiguiser, dès lors que la disparition de la croissance réduisait la dimension du champ de bataille, et accroissait simultanément l' appétit des acteurs ou plutôt leur sens de la survie. Dans cette guerre qui n' ose dire son nom, la mobilisation, là aussi, est évidemment décisive et elle prend la forme du complexe étato-industriel. Le vocabulaire, les mœurs, les habitudes du monde des affaires ne représentent guère davantage que le code de courtoisie des guerres d' autrefois, mince pellicule de sociabilité qui occulte la brutalité des faits et des coups.[19]

La crise économique et le développement des marchés financiers incitent à ce que les antagonismes, loin de s' estomper, s' aiguisent fortement. Les besoins de rendement et de rentabilité s' imposent de manière plus forte. Les critères de rendement habituel de ces sociétés financières s' élèvent à 15% minimum. Pour cela, il faut supprimer des emplois, éliminer les concurrents, voire les absorber. C' est donc une compétition intense qui se joue et non une tendance à la pacification.

Les Etats impérialistes sont amenés à défendre leurs multinationales et donc à entrer en compétition les uns contre les autres, malgré l' apparente unité de vues. C' est le cas nettement dans le domaine énergétique, dans celui de la défense et de la conquête spatiale.

Ainsi, les projets américains au Moyen-Orient dérangent des intérêts européens. La maison Blanche veut asseoir son contrôle sur les ressources pétrolières pour avoir un levier qui empêcherait l' émergence d' une puissance concurrente. Les Etats-Unis sont peu dépendants du golfe Persique pour leur approvisionnement. Seule l' Arabie Saoudite leur exporte massivement du pétrole. En revanche, l' Union européenne dépend de façon plus importante du Moyen-Orient et elle aimerait passer outre les recommandations américaines pour accroître cette part, notamment vis-à-vis de pays considérés comme peu fiables par Washington : l' Iran, la Syrie, la Libye… Pour les Américains, on peut assurer l' hégémonie par la guerre et en affirmant ouvertement qu' on veut réformer la région conformément à ses vues. Pour les Européens, il faut développer une politique plus souple, basée sur quelques concessions accordées aux populations arabes. Ces deux orientations ne sont pas compatibles à terme.

Même constat pour les politiques spatiales. La stratégie américaine est fondée sur le monopole, voire l' exclusivité, des Etats-Unis sur tous les aspects aéronautiques. L' Union européenne, par exemple, développe une industrie spatiale concurrente à celle des Etats-Unis. Elle détient une part d' environ 33% du marché, contre 50% aux Etats-Unis et sa volonté est clairement de dépasser ces derniers. De nouveau, les projets ne sont pas compatibles. Or, l' industrie aéronautique est directement connectée à l' Etat, qui passe généralement les commandes aux compagnies du secteur. Et même, les aspects civil et militaire sont étroitement liés : Boeing et Airbus, qui se disputent la première place dans la construction d' avions commerciaux, sont également d' importants producteurs d' équipements militaires.

Le projet européen de relancer la compétitivité en Europe entre en conflit avec celui des Etats-Unis de rester la seule puissance hégémonique et d' empêcher tout rival d' émerger. De ce point de vue, l' Union européenne, que ce soit

sous sa forme libérale ou sociale-démocrate, ne représente pas une alternative à la domination impérialiste des Etats-Unis. Il ne s' agit nullement de remplacer un capitalisme sauvage, celui des Etats-Unis, par un autre, qui serait plus civilisé, celui de l' Europe. Il s' agit de remplacer une classe dominante hégémonique par une autre. Par le passé, l' élite européenne a déjà montré qu' elle était capable du pire : colonialisme, fascisme et nazisme, déclenchement de deux guerres mondiales.

Les rapports ne sont pas figés. Aujourd' hui, les Etats-Unis disposent d' une avance sur tous les plans. Mais qu' en sera-t-il dans dix ans ? La croissance économique américaine actuelle peut-elle continuer ? Ne déclenchera-t-elle pas des crises, des krachs, qui, eux, bouleverseront les rapports de forces actuels ?

En 1916, Lénine écrivait déjà : Est-il concevable de supposer que, d' ici une dizaine ou une vingtaine d' années, le rapport de forces entre les puissances impérialistes demeurera inchangé ? C' est absolument inconcevable.[20] Et, de fait, il y a vingt ans, on n' imaginait pas l' effondrement de l' URSS. On n' imaginait pas l' arrogance impérialiste américaine. On n' imaginait pas le sursaut économique américain face au Japon, par exemple.

6. La crise générale du capitalisme

Le monde actuel, la mondialisation impérialiste sont construits sur une gigantesque bombe. La croissance américaine, qui est l' élément qui sous-tend l' arrogance impérialiste, est dangereuse, risquée, parasitaire et désastreuse sur le plan humain.

Sur le plan économique, le développement des marchés financiers ne peut excéder durablement celui de l' économie réelle. Il faut un ajustement, qui risque d' être brutal. De même, l' apport étranger, aujourd' hui crucial, engendre un cercle vertueux de hausse de la consommation des ménages américains tirant les importations. Mais cela peut se transformer rapidement en un cercle vicieux. Si les marchés boursiers s' effondrent, cela peut stopper la consommation des ménages. Ceux-ci sont d' ailleurs endettés pour l' équivalent de 80% du PIB américain. C' est deux fois plus que le taux d' endettement observé à la veille du krach de 1929.

Cette croissance est fondée sur la suprématie américaine sur le plan économique, monétaire, politique et militaire. C' est grâce à cela que les Etats-Unis attirent les capitaux étrangers dont ils ont tant besoin. Si cette " confiance " dans la suprématie est ébranlée, cela peut inciter les capitalistes internationaux à ne plus investir chez l' oncle Sam et peut accélérer la crise économique.

De ce fait, la croissance américaine nécessite l' affirmation hégémonique de Washington. Donc le contrôle sur les matières stratégiques comme les matières premières, le pétrole, les microprocesseurs ou la conquête spatiale. Donc la lutte contre les opposants ou même les pays indépendants. Donc l' obligation de quasi tous les Etats de participer à la globalisation et à son contrôle par l' OMC, le FMI et la Banque mondiale. Donc le besoin de mener des opérations militaires de contrôle ou de punition vis-à-vis des régions rebelles. Donc la nécessité aussi d' accroître sans cesse les marchés pour les multinationales américaines.

D' un côté, les contradictions du système économique américain poussent Washington à avancer plus loin dans l' affirmation hégémonique, sans quoi la suprématie économique risque d' être remise en cause et, avec elle, celle de la bourgeoisie américaine (et donc cela mettrait en péril ses revenus et son patrimoine). De l' autre côté, cela s' oppose à tout le développement du XXème siècle jusqu' en 1990, avec décolonisation et affirmation d' indépendance des différents Etats du tiers-monde. Cela s' oppose aussi aux volontés de résistance des peuples et à leurs capacités d' organisation. Un monde multipolaire et pluraliste, issu d' une aspiration séculaire des populations du monde, se développe et cela heurte l' ambition hégémonique unilatérale américaine.

De ce point de vue, les Etats-Unis voient dans la Chine l' adversaire numéro un à leurs ambitions. Ils s' opposent avant tout à la direction du parti communiste chinois, qui assure l' orientation de la Chine dans la voie socialiste. Mais le développement chinois les inquiète également par son envergure. Sur base des différentiels actuels de croissance, la Chine dépasserait les Etats-Unis en termes de PIB entre 2030 et 2040. La croissance chinoise est donc supérieure. Celle des pays asiatiques voisins, avec lesquels la Chine est liée, aussi. Le développement chinois et celui concomitant de l' Asie pourraient faire en sorte qu' il y aurait une zone – la plus importante en termes de population et de croissance économique – qui échapperait au contrôle américain. Ce qui est insupportable à la Maison Blanche.

Cette croissance économique capitaliste dont les Etats-Unis sont le centre est instable. La volonté hégémonique américaine, liée à cette croissance, heurte les aspirations des peuples de pouvoir se développer de façon libre, indépendante et permettant que cela leur profite (et non à une poignée de grands actionnaires de multinationales américaines). Les Etats-Unis voient dans la Chine, d' abord une puissance socialiste, ensuite le concurrent qu' ils essaient par tous les moyens d' empêcher d' émerger. Tous ces éléments, liés à l' impérialisme et caractérisant la globalisation actuelle, rendent le monde profondément instable et peuvent déboucher sur des guerres de plus en plus violentes et généralisées à l' échelle planétaire.

7. CONCLUSIONS

Lénine expliquait que la guerre mondiale était la conséquence des politiques impérialistes. Ce fait, ajoutait-il, marque plus que tout autre que le système capitaliste est un système condamné par l' histoire, que l' impossibilité d' échapper à cette tendance – si ce n' est par le déclenchement de révolutions socialistes empêchant les tendances belliqueuses du capitalisme d' aller à leur terme - indiquait que ce système était plongé dans une crise inexorable, une crise générale, impliquant tous les aspects, économique, politique, idéologique. " L' impérialisme est le prélude

de la révolution sociale du prolétariat ", écrit-il dans la préface de ce livre essentiel.[21]

Aujourd' hui, après les années du capitalisme triomphant qui ont suivi la victoire de la contre-révolution en URSS, on devrait en revenir à ces analyses marxistes fondamentales, qui sont plus actuelles que jamais.

1 Je remercie Dominique Meeùs pour ses remarques et critiques sur le texte.

2 Il y a confusion en français entre les termes de " globalisation " et de " mondialisation ". Ce qui, en anglais, se traduit par un seul mot " globalisation ". On utilisera ici l' un pour l' un l' autre.

3 John H. Dunning (1988), Explaining International Production, Unwin Hyman, London, p.73.

4 John H. Dunning (1988), p.80.

5 Rolf Hackmann (1997), US Trade, Foreign Direct Investments, and Global Competitiveness, International Business Press (The Haworth Press), p.15.

6 Peter Dicken (1992), Global Shift. The Internationalization of Economic Activity, The Gilford Press, New York, second edition, p.332.

7 Peter Dicken (1992), p.67.

8 Robert Reich (1992), The Work of Nations, Vintage Books, New York, p.113.

9 Robert Reich (1992), p.48.

10 Nous pourrions aussi aborder cette question à partir de l' exemple de la dette du tiers-monde, qui est à charge des populations locales et qui profitent, également par transfert international de plus-value, aux centres financiers impérialistes.

11 Pour faire partie des firmes pouvant livrer au Pentagone, il faut être soit une entreprise américaine, soit être d' un pays qui se trouve sur une liste favorable de nations " amies " (comme la Grande-Bretagne, le Canada ou l' Australie).

12 Joseph Stiglitz (2002), La grande désillusion, éditions Fayard, Paris, p.239.

13 A ce sujet, le professeur Annie Lacroix-Ritz, dont je remercie les commentaires, précise : " L' offensive économique a caractérisé tout l' après-guerre (comme la période antérieure) et sa couverture " idéologique " n' a jamais entravé son extraordinaire vigueur. La lutte contre l' URSS, aussi politique et idéologique qu' elle semblât, était fondamentalement économique : à cet égard, entre mille autres manières de combattre la concurrence des rivaux impérialistes, ainsi que celle de l' URSS et des pays devenus socialistes après 1945, la croisade des Etats-Unis contre le commerce Est-Ouest a constitué un vrai modèle ". En fait, il s' agissait de souligner la nouvelle politique économique agressive des Etats-Unis. Car, depuis lors, même les concessions accordées aux anciens alliés pour se développer après la guerre sont retirées, avec, pour conséquence, le report de la crise économique sur le Japon et l' Allemagne et, de ce fait, une croissance moins grande chez eux, ce qui n' était pas le cas grosso modo de 1950 à 1989.

On ne peut que conseiller les ouvrages d' Annie Lacroix-Ritz sur la question : Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948, Paris, éditions sociales, 1986 ; Les Protectorats d' Afrique du Nord entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942-1956 ; L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest 1944-1949 : neutralité et embargo, de la guerre au Pacte Atlantique, L'Harmattan, 1991; " Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain ", Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes, n° 54, 1994, p. 115-140 ; " Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences ", Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes, n° 55, 1994, p. 115-153 ; " Plan Marshall et commerce Est-Ouest: continuités et ruptures (cas français et perspective comparative) 1945-1952 ", in Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe, Actes du Colloque, Imprimerie nationale, Paris, 1993.

14 Anton Brender et Florence Pisani (1999), Le nouvel âge de l' économie américaine, éditions Economica,

Paris, p.132, note 7.

15 Council of Economic Advisers (2006), The Annual Report, in Economic Report of the President, Washington, February 2006, p.125.

16 Gérard Duménil et Dominique Lévy, " Ivresse néolibérale, arrogance impériale ", in Elisabeth Gauthier et Jacques Le Dauphin, Quelle Europe pour quel monde ?, éditions Syllepse, Paris, 2003, p.119, note 7.

17 Council of Economic Advisers (2006), p.145.

18 Lénine, L' impérialisme, stade suprême du capitalisme, in Œuvres complètes, tome 22, p.321-322.

19 Alain Minc (1982), L' après-crise est commencé, éditions Gallimard, Paris, p.258.

20 Lénine, p.318.

21 Lénine, p.211.

SOMMAIRE